

CORRIGES

EXERCICES

★ EXERCICE 1 Pratiques restrictives de concurrence ✂ 25 minutes

1. Un tel comportement est-il compatible avec les exigences du droit de la concurrence ?

Rappel des faits

Une entreprise impose à ses clients, avec lesquels elle entretient des relations commerciales, des délais de paiement de plus de 60 jours et rompt une relation commerciale établie pour sanctionner le refus de l'un de ses partenaires d'accepter ces délais de paiement.

Question de droit

Ce comportement est-il compatible avec les exigences du droit de la concurrence ?

Règle de droit et application 1

Le droit français de la concurrence vise, notamment, à éliminer les pratiques dites restrictives de concurrence, c'est-à-dire des pratiques mises en œuvre dans le cadre de relations contractuelles entre deux partenaires.

Plusieurs règles existent pour préserver une certaine loyauté dans ces relations, notamment relatives aux délais de paiement et au « suivi » de la relation commerciale.

C'est ainsi qu'existent des règles strictes encadrant les délais de paiement. Selon le Code de commerce, ce délai doit être au maximum de 45 jours, fin de mois, voire 60 jours. Tout délai supérieur nécessite une autorisation qui ne peut être donnée que par décret. De telles autorisations sont aujourd'hui quasiment inexistantes.

En l'espèce, l'entreprise impose un délai de paiement de 90 à 100 jours. Ce délai est supérieur aux 60 jours maximum autorisés par la loi.

Ces délais de paiement ne sont donc pas compatibles avec les exigences légales du droit de la concurrence. Il s'agit donc là d'une pratique restrictive de concurrence.

Règle de droit et application 2

Concernant le suivi de la relation commerciale, il est possible qu'un partenaire profite de sa situation pour obtenir de l'autre un avantage indu. Le Code de commerce vise, en particulier, les menaces de rupture des relations commerciales.

En l'espèce, menace bien ses concurrents de rompre les relations commerciales. Cette menace vise à obtenir des délais de paiement anormalement longs. Il est donc possible de considérer que la menace vise à l'obtention d'un avantage indu.

Il s'agit donc là d'une pratique restrictive de concurrence incompatible avec les exigences du droit de la concurrence.

Règle de droit et application 3

Toujours dans le cadre du suivi de la relation commerciale, le principe est celui de la liberté du commerce et de la liberté contractuelle. Il est donc loisible à chacun des partenaires de mettre un terme à une relation commerciale suivie. Encore faut-il que cette rupture se réalise dans des conditions de loyauté exigées pour tout contrat. En pratique, la rupture doit donc être précédée d'un préavis raisonnable.

En l'espèce, la rupture intervient. Au vu des circonstances de la rupture, on peut estimer qu'aucun préavis n'a été respecté.

Il s'agit donc d'une pratique restrictive de concurrence incompatible avec les exigences du droit de la concurrence.